

*Anna Jarry-Omarova. Soutenance de thèse de doctorat.*

*Le 02 juillet 2010, EHESS-Paris.*

Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres du jury, je tiens tout d'abord à vous remercier de votre présence aujourd'hui.

Je vais donc présenter devant vous ma thèse de doctorat intitulée **Genre du pouvoir et démocratie libérale en Mongolie : *Analyse de l'échec du mouvement associatif des femmes, entre espace politique, nomadisme et ONG internationales.*** EHESS Paris. Dans cet exposé, je commencerai par retracer ce qui m'a conduite à formuler le questionnement, la problématique qui est au cœur de cette recherche ; j'exposerai ensuite les résultats de ma recherche, c'est-à-dire les outils mobilisés et/ou créés afin d'analyser la réalité empirique mongole; enfin, je tenterai de dégager des pistes de recherche qui pourraient se situer dans le prolongement de ce travail.

**Je voudrais d'abord rappeler ce qui m'a conduite d'une part en Mongolie, d'autre part au féminisme.**

A l'âge de 14 ans, j'ai pris connaissance de l'existence du nomadisme en Asie Centrale à la lecture d'une bande dessinée, dans laquelle un guerrier nomade sauve une jeune femme chinoise vouée à la prostitution. Ensemble, ils voyagent dans toute l'Asie. Comme je répétais régulièrement que « un jour, j'irai », mes parents et amis ont fini par m'offrir les rares ouvrages sur le pays qu'on trouvait en librairie. On y présentait une petite population communiste, modeste et travailleuse, mais où les femmes étonnaient par leur possibilité de chevaucher la steppe aussi librement que les hommes.

Inscrite en Sociologie à Toulouse, un ami historien m'a parlé avec admiration d'un cours enseigné par Marie-France Brive. Elle obligeait à revisiter l'histoire de la

Révolution française et à y concevoir tant la présence des femmes que leur évincement de la République en construction. Nous y avons découvert la double posture théorique et politique de la pensée féministe, où les chercheuses sont animées par le souci permanent d'une vérité sociale souvent invisibilisée.

L'année suivante, à la suite sa disparition, son cours a été repris par Claudine Leduc et Laure Ortiz, ce qui nous a donné l'impression que quand l'une disparaît, deux émergent alors, encore plus fortes et déterminée face à l'adversité. De son côté, Nicky Lefevre nous faisait découvrir les textes de Nicole-Claude Mathieu, Colette Guillaumin et Christine Delphy. C'est le texte « Les mains, les outils, les armes » de Paola Tabet, qui a achevé de me convertir à la pensée féministe, par ses observations empiriques et sa portée symbolique universelle englobant l'ensemble sociétal.

J'ai alors décidé d'effectuer mon troisième cycle de sociologie sur la Mongolie. C'était en 1997.

L'année précédente, la Mongolie venait d'élire une majorité démocrate. On trouvait alors dans la presse française un certain nombre d'articles vantant les mérites de cette petite démocratie depuis 1992, exceptionnelle par l'alternance au pouvoir, alors qu'elle est coincée entre deux géants, l'un irrémédiablement communiste – la Chine - et l'autre dirigé par de jeunes leaders issus du KGB et plus autoritaires que soucieux de l'avis des populations, la Russie. A ce propos, je précise ici que, dans l'optique de futures publications, il sera plus adéquat de qualifier le précédent régime mongol de régime communiste et non pas de soviétique.

J'ai commencé par faire un travail de lecture sur la Mongolie. J'ai alors découvert ce que j'appellerai le « débat sur la question genre et nomadisme », où les unes y voient des cultures plus égalitaires que les cultures sédentaires quasiment universellement patriarcales, et les autres y voient au contraire des cultures oppressives des femmes, à l'aune de l'ensemble des cultures agraires. La Mongolie n'échappe pas à ce débat. Il fallait donc aller voir sur place.

J'ai alors bénéficié d'un concours de circonstances intéressant : le prochain cycle électoral allait avoir lieu durant les années 2000 et 2001. Espérant que les pratiques culturelles égalitaires seraient plus fortes que la domination masculine, j'étais persuadée d'y trouver un Eldorado d'égalité entre hommes et femmes. Je m'attendais surtout à ce que le nombre de femmes élues, grâce aux principes démocratiques, augmente comme « naturellement ».

C'est aussi ce qu'espéraient les femmes que j'ai rencontrées lors de mon premier séjour dans le pays en 1998-1999. Car ce fut la principale surprise des débuts de mon travail : arrivée dans la capitale, j'ai découvert ce qu'aucun des articles que j'avais lu ne racontait : les femmes mongoles ont été les seules à investir un nouvel espace public ouvert avec la démocratisation, celui des associations. En outre, quel que soit leur spécialisation (juriste ou enseignantes) et quel que soit leur cadre idéologique (démocrate ou ancienne communiste), leur objectif majeur de mobilisation était, avant toute autre action, d'agir sur le politique, d'une part en « participant », en tant que femme, à la démocratisation dont elles disaient qu'elles étaient en apprentissage et d'autre part, en oeuvrant à la promotion des femmes au sein de ces nouvelles instances politiques.

J'ai donc été obligée de tenir compte de leur existence singulière. Ma première année de séjour dans le pays a été consacrée en très grande partie à leur étude : quels étaient les profils de ces militantes, avec quels types d'associations, pour quelles activités et avec quels moyens. Ce fut le moment pour moi de comprendre leur qualité non pas de mouvement « *de femmes* », mais de mouvement *associatif des femmes*. J'ai aussi rencontré les femmes députées et les présidentes des associations au sein des partis. Toutes étaient unanimes : leur nombre irait croissant lors des prochaines élections. A mon retour au printemps 2000, ce fut le moment de la campagne législative. Les associations ont formé leur Coalition des femmes. J'ai alors pu observer leur stratégie discursive, en même temps que la virilisation de l'espace public-politique, de même que les premiers conflits entre militantes.

Les élections se sont approchées, nous étions au mois de juin, et les femmes déploraient déjà une première phase de leur échec, avec l'élimination des candidates lors des investitures au sein des partis, au profit des hommes. Puis ce fut le 2 juillet, le jour des élections. L'événement qui a marqué le pays fut le raz de marée des anciens communistes, celui qui a marqué les femmes fut la stagnation de leur nombre au Parlement, soit 8 sur 76 députés. Ce fut la seconde phase et la confirmation de l'échec de leur mobilisation collective.

Ces résultats furent pour moi la véritable problématique, non anticipée, de ma recherche : comment expliquer cet échec alors que selon J. Habermas, l'occupation de l'espace public par une catégorie sociale – c'est-à-dire la participation - permet l'accès à l'espace politique et du pouvoir – c'est-à-dire en démocratie, la représentation. Mon regard sur le pays a complètement changé de perspective : j'étais bien face à une société, elle aussi, patriarcale, dont une des manifestations principales était l'exclusion des femmes non pas de l'espace public et politique, mais de l'espace du pouvoir.

Je pouvais alors sans vergogne mobiliser ma formation théorique, celle du féminisme matérialiste radical, que j'avais pourtant tenté de mettre à distance. J'étais face à la nécessité de comprendre comment la société mongole produisait à la fois des caractéristiques propres à sa culture et des pratiques sociales et politiques similaires à d'autres cultures et territoires, comme par exemple l'Europe.

J'en arrive au second temps de mon exposé, portant sur les résultats de la thèse.

J'ai alors été confrontée à deux difficultés majeures. D'une part celle de devoir explorer les thématiques très diverses telles que les partis politiques, les mythes symboliques mobilisés pour les professions de foi, les structures associatives et leurs stratégies d'action, mais aussi le vaste domaine de la culture nomade. Car c'est bien de cette culture que se réclament des pratiques égalitaires de genre qui ont indéniablement un impact sur le genre du pouvoir. Et aussi parce que cet « esprit nomade » était régulièrement invoqué par les Mongoles pour expliquer

leur adaptation exemplaire à la démocratie libérale, au changement, à la modernité. Ceci a mené à ma seconde difficulté, celle d'être aux prises avec des disciplines scientifiques dont je n'étais pas spécialiste, à savoir la science politique et l'anthropologie.

Mais même si j'ai peu développé certains aspects techniques comme la question des quotas et des scrutins ou celle de la parenté et de l'ethnicité, cette pluridisciplinarité a cependant été fructueuse, parce qu'elle m'a permise de dégager une première thématique de résultats, c'est-à-dire une première dynamique de domination masculine, celle qui concerne « l'esprit nomade » comme les Mongols le nomment eux-mêmes. La thèse montre que, même si on observe en Mongolie des pratiques plus égalitaires qu'en société sédentaire, comme le statut de la femme seule ou la mobilité des femmes à cheval, les espaces sociaux du nomadisme sont entièrement contrôlés par les hommes : l'espace domestique de la yourte, l'espace des assemblées villageoises et globalement l'espace de la steppe. Ce contrôle passe par un « regard », les hommes occupant les points stratégiques d'observation, au nord dans la yourte, en haut d'une colline pour la steppe, au bureau du maire à la mairie, mais il passe aussi par la maîtrise des savoirs techniques des moyens de mobilité. Il s'agit d'une part de l'élevage des chevaux, les femmes ne faisant que traire les juments, le reste leur échappant totalement (comme le marquage, la castration, les entraînements d'endurance). Il s'agit surtout des « moteurs », c'est-à-dire de ce qui est devenu aujourd'hui essentiel pour tout déplacement : le commerce des véhicules, de même que leur réparation, et même leur conduite, puisque les femmes ne conduisent pas les camions ni les motos, et seulement en de rares exceptions les jeeps. Ce contrôle des hommes semble avoir été renforcé par la libéralisation de l'économie, qui oblige les femmes à développer des activités économiques en replis au sein de l'espace domestique et qui leur a fait perdre des revenus avec lesquels elles se déplaçaient autrefois tandis que les hommes ont au contraire développé les activités commerciales « mobiles », comme le commerce en gros, jusqu'à l'international.

La libéralisation touche aussi un espace particulier, celui des corps. La nécessité de payer pour les soins et surtout l'état déplorable du système des soins procure dorénavant une souffrance spécifique aux femmes, celle liée à l'activité de reproduction. Devant le manque d'anesthésiants et la réapparition de la notion de souffrance liée à la fierté nomade nationale, nous observons une torture de basse intensité qui vient doubler la « guerre de basse intensité » déjà vécue avec la violence domestique.

La pluridisciplinarité a permis de comprendre une deuxième dynamique explicative de l'échec des luttes des femmes. Il s'agit de la transversalité entre les différents espaces sociaux, appréhendée à l'aide d'un outil théorique transdisciplinaire, celui des capitaux sociaux constitutifs du capital politique. J'ai alors effectué un détour par le don et contre-don anthropologique pour en démontrer la corrélation avec le capital politique.

La thèse montre alors que la possession de capitaux sociaux est genrée, en ce qu'elle est différente selon que l'on est un homme ou une femme dans la stratégie d'accumulation pour accéder au pouvoir. Cette différence est d'abord dans le fait que les femmes possèdent moins certains types de capitaux sociaux que les hommes, comme le capital économique. Et l'écart de possession est même renforcé par la libéralisation de l'économie. Ceci est d'un effet majeur puisque les campagnes électorales sont dorénavant aux frais des candidats et candidates. Elles possèdent aussi moins de capital symbolique, les héros de la Nation n'étant que des hommes, la figure de la Mère, aussi puissante soit-elle n'égalant pas celle de Gengis Khan. Et de façon peut-être inattendue, là encore le libéralisme renforce cette dépossession des femmes puisque le nouvel acteur économique par excellence est celui dont le comportement s'apparente au guerrier. Ainsi, si la culture nomade semble se satisfaire de l'esprit libéral de la nouvelle économie, il apparaît un troisième capital que les femmes possèdent beaucoup moins que les hommes, c'est le capital « liberté ». Les femmes en Mongolie ont « certaines libertés », mais elles n'ont pas « la liberté ».

Cette différence est aussi dans le fait que lorsqu'elles semblent posséder les mêmes capitaux que les hommes, comme le capital relationnel en politique ou capital « soutien du parti », le capital que j'ai appelé « soutien familial », ou encore ceux qu'elles semblent même posséder un peu plus que les hommes, à savoir le « capital compétence administrative » et le « capital intellectuel », la thèse montre que la possession et le cumul de ces capitaux sont obligatoires pour les femmes tandis qu'ils ne le sont pas pour les hommes, qui peuvent accéder à des mandats d'élus locaux en étant même au chômage, ce qui paraît inconcevable pour les femmes.

Une troisième différence est celle de la tentative de création d'un capital spécifique aux femmes, celui de la « féminité » fondé sur les responsabilités maternelles, rejoignant ici la mythologie nationale de la Mère. Outre l'impossibilité pour cette stratégie de dépasser la contradiction de la catégorisation permettant justement la hiérarchisation des sexes, la thèse montre que l'idéologie de genre en Mongolie est fondée sur l'altruisme féminin. Cet altruisme féminin fait partie intégrante du capital féminité élaboré par les femmes militantes. Ce faisant, il les place « hors » du circuit pourtant essentiel d'accession à l'espace du pouvoir, celui du don et du contre-don. Notons dans un premier temps que le réseau des femmes qu'elles tentent de constituer se différencie de l'ensemble des réseaux sociaux qui les entourent en ce que ceux-ci traversent les espaces sociaux sur un mode vertical (ascendant mais aussi descendant) tandis que le réseau des femmes reste désespérément horizontal, puisqu'elles n'accèdent pas au pouvoir. La raison en est, et c'est le deuxième temps de la note, que les femmes sont celles qui donnent, qui mettent au service de la nation leur capital compétence par exemple ou leur capital participation politique. Mais si les hommes peuvent en attendre le contre-don symbolique de l'élection, ce n'est pas le cas pour les femmes, qui elles, surtout si elles déclarent s'identifier à la Mère, doivent donner de façon sacrificielle. Ceci est une dynamique majeure d'anéantissement des stratégies individuelles et collectives des femmes.

Une troisième dynamique a été découverte dans les rapports qui s'établissent entre l'espace national et l'espace international. Le mouvement associatif des femmes a tenté d'aller chercher ses deux capitaux majeurs manquants, le capital économique et le capital symbolique, auprès des ONG internationales qui ont précipité leur présence dans le pays au moment de « l'ouverture ». Ces nouvelles relations avec les pays occidentaux, les Etats-Unis en particulier, furent d'ailleurs un aspect essentiel de satisfaction pour la population, jumelé à « la nouvelle liberté retrouvée ». La thèse montre pourtant d'abord que la majorité de ces ONG internationales ont instrumentalisé les femmes (et la notion de genre) pour une mise en place accélérée du libéralisme, et donc qu'elles les ont détourné de leurs objectifs initiaux qui étaient de lutter pour l'accession à l'espace du pouvoir. Enfin et surtout, nous avons compris que, même si le nationalisme n'est pas aussi violent en Mongolie que dans d'autres pays aujourd'hui, l'idéologie nationale a pour socle fondamental l'idéologie de genre, et que cette idéologie se refuse à des transformations en égalité par peur de perte de son « essence », c'est-à-dire « l'esprit nomade ». Car les femmes « doivent rester en arrière » si elles ne veulent pas être montrées du doigt comme des « traîtres à la nation ». Ceci ce qui est la pire des stratégies de délégitimation dans l'accès au pouvoir, c'est-à-dire à la représentation.

Ayant fait un tour relativement large des différents capitaux que les femmes ont tenté de mobiliser, des différentes stratégies qu'elles ont tenté de mettre en place, nous sommes devant un constat plutôt triste qui est que quoi qu'elles entreprennent, il semble que ce soit au final sans « effet-capital » les concernant, parce qu'elles sont femmes. Nous en venons alors à notre « thèse de la thèse », qui analyse l'espace du pouvoir comme un espace privé, masculin. L'espace du pouvoir est même le seul espace social qui soit véritablement « privé », par trois caractéristiques : celles d'être fermé et de ne rassembler que des pairs (hommes dominants), celles de fonctionner secrètement, et celle de s'auto-reproduire. L'espace du pouvoir, à la différence de l'espace politique, n'est donc pas un espace

public, même en démocratie. Et tant que ce sera le cas, aucun représentant des classes dominées (identitaires, de genre ou de dotations de richesses) ne pourra y pénétrer.

Pour finir cet exposé, je voudrais proposer trois pistes qui pourraient se situer dans la poursuite de cette recherche.

Un premier sujet d'étude pourrait être celui de cet espace privé du pouvoir. En effet, si des chercheurs et chercheuses ont analysé le fonctionnement de tel parti politique ou de telle organisation spécifique, il semble qu'ils et elles n'aient pu accéder que peu au cercle fermé des dirigeants. Si Marc Abélès a pu se faire accepter au sein de « l'Assemblée nationale », il n'a cependant pas eu accès au bar, pièce interdite aux journalistes, mais où tout le monde sait pourtant que s'y prennent la majorité des décisions majeures pour la nation. L'alcool, comme symbole pur du pouvoir viril, y est l'élément central. Il semble aussi aujourd'hui que les secrets politiques ne sont divulgués qu'avec une perspective temporelle, celle des interviews d'acteurs et très peu souvent d'actrices qui n'y travaillent plus. On pourrait imaginer une socio-anthropologie de cet espace privé, à la façon du couple Pinçon-Charlot qui a délibérément fait le choix d'étudier l'élite sociale française, se faisant accepter, sur le long terme, par les familles les plus secrètes, celles qui ont le plus d'intérêts à défendre.

Une deuxième piste qui apparaît intéressante à l'étude, est celle du devenir des associations de femmes en Mongolie, et surtout peut-être de leurs dirigeantes et salariées. Car le mouvement associatif des femmes semble s'être épuisé, certaines se présentent aujourd'hui non plus comme défendant l'égalité de genre, mais oeuvrant pour d'autres causes non moins « humanistes » mais qui ne sont plus directement liées aux femmes. Beaucoup disent travailler pour la thématique englobante des « droits de l'humain ». Autre exemple, Zanaa a fait circuler l'année dernière une pétition pour la sauvegarde environnementale d'un site naturel protégé... En parallèle, la vie politique semble s'être aussi détériorée, les émeutes

qui ont eu lieu en 2005 à la suite d'une controverse électorale se sont même soldées avec quelques morts, ce qui avait été pourtant évité jusqu'à cette date.

Une troisième piste enfin, sera celle de l'élargissement de l'étude de la « globalisation du genre ». Ce travail de thèse m'a permis de rencontrer d'autres jeunes chercheuses qui, bien que travaillant sur des pays qui semblent très différents (Israël, le Nicaragua, le Yémen, l'Afghanistan, etc.) rencontrent pourtant la même instrumentalisation réciproque du local vers le global et du global vers le local. Entre féminismes locaux et international, entre féminité exacerbée et nationalismes contraignants, entre contextes de guerres identitaires et appauvrissements économiques, comprendre pourquoi et comment se pérennise l'exclusion des femmes des espaces de pouvoir malgré une notion de genre internationalisée apparaît aujourd'hui nécessaire dans la lutte pour l'égalité.

Je vous remercie de votre attention.